

RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE D'ACTION JEUNESSE  
GABARIT SUGGÉRÉ POUR L'APPEL DE MÉMOIRES GÉNÉRAL

## GABARIT DE MÉMOIRE<sup>1</sup>

Avec la consultation Un Québec à ton image; un Québec dont tu es fier, le Secrétariat à la jeunesse souhaite connaître vos idées pour que vous puissiez contribuer à l'élaboration du plan 2021-2026 pour la jeunesse.

Le gouvernement du Québec est en effet à la recherche de solutions novatrices pour relever les principaux défis qui touchent les jeunes.

### INSTRUCTIONS

Pour soutenir la rédaction de votre mémoire, vous pouvez lire la [Stratégie d'action jeunesse](#) 2016-2021 ainsi que le guide de consultation. Celui-ci présente les sept axes suivants :

1. Santé
2. Éducation
3. Citoyenneté
4. Emploi
5. Entrepreneuriat
6. Culture
7. Environnement

Le présent gabarit suggère une page de commentaires pour chaque axe et une autre pour des remarques globales ou qui ne concernent pas ces axes. Des annexes (qui comprennent des références bibliographiques et des tableaux statistiques, par exemple) peuvent également être jointes au mémoire, si désiré.

Veuillez nous faire part de vos principales recommandations dans la section prévue à cet effet.

Bien qu'il ne soit pas obligatoire de remplir toutes les pages de commentaires sur les différents axes, il vous est demandé de remplir la section Résumé du mémoire et sommaire des recommandations.

Le mémoire doit être soumis avant la date limite de dépôt, soit le 13 décembre 2019, à l'adresse suivante : [consultation-saj@mce.gouv.qc.ca](mailto:consultation-saj@mce.gouv.qc.ca).

Il peut également être envoyé ou déposé au :

Secrétariat à la jeunesse  
Ministère du Conseil exécutif  
875, Grande Allée Est, bureau 1.879  
Québec (Québec) G1R 4Y8

---

<sup>1</sup> Un mémoire est un document dans lequel une personne ou une organisation exprime son point de vue sur un sujet qui fait l'objet d'une consultation.

## AUTORISATIONS

Acceptez-vous que votre mémoire soit accessible aux ministères et aux organismes gouvernementaux partenaires du Secrétariat à la jeunesse?

Oui   
Non

Acceptez-vous que votre mémoire soit déposé intégralement sur le site du Secrétariat à la jeunesse?

Oui   
Non

Renseignements	
Nom :	Alain
Prénom :	Béatrice
Titre : M. <input type="checkbox"/> M <sup>me</sup> <input checked="" type="checkbox"/> Fonction :	Directrice générale
Organisation (si applicable) :	Chantier de l'économie sociale
Description de l'organisation (si applicable) :	Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et non partisane qui a pour principal mandat la concertation pour la promotion et le développement de l'entrepreneuriat collectif au Québec. Corporation à but non lucratif, le Chantier réunit des promoteurs d'entreprises d'économie sociale (coopératives et organismes sans but lucratif) œuvrant dans de multiples secteurs d'activités (communications, loisir, technologies, habitation, services aux personnes, ressources naturelles, formation, financement, services de proximité, culture, etc.), des représentants des grands mouvements sociaux et des acteurs du développement local en milieu urbain et rural.
Téléphone :	514-899-9916
Courriel : <small>(Nous pourrions communiquer avec vous, au besoin.)</small>	direction@chantier.qc.ca

## RÉSUMÉ DU MÉMOIRE ET SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

### Résumé du mémoire (de 4 à 5 lignes)

Face à une remise en question du modèle de développement actuel, les jeunes se mobilisent et cherchent des stratégies pour répondre aux enjeux qui les préoccupent, notamment en matière d'environnement. Pour peu qu'ils puissent en découvrir les caractéristiques, l'économie sociale offre aux jeunes l'occasion de concilier leurs valeurs et leurs aspirations professionnelles tout en leur offrant une voie pour contribuer à la transformation et à la vitalité de leur communauté.

### Sommaire des recommandations

RECOMMANDATION 1 :	Maintenir le réseau Sismic visant l'idéation et l'incubation d'entreprises collectives portés par les jeunes.
RECOMMANDATION 2 :	Soutenir concrètement la prise en charge et l'engagement des jeunes, particulièrement face aux enjeux environnementaux, en leur offrant d'avantages d'occasions de mobilisation et de facilitation dans le but qu'ils coconstruisent des solutions correspondant à leurs besoins et aspirations.
RECOMMANDATION 3 :	Outiller les jeunes dans l'acquisition de connaissances et de pratiques en gouvernance démocratique d'entreprises collectives.
RECOMMANDATION 4 :	En concertation avec les ministères impliqués, soutenir l'intégration de notions en économie sociale dans le cursus scolaire des jeunes dès le secondaire, et ce, jusqu'à l'université, en soutenant le développement de contenu spécifique.
RECOMMANDATION 5 :	Soutenir une meilleure connaissance du secteur d'emploi de l'économie sociale: faire connaître et démystifier les métiers et professions dans le secteur de l'économie sociale, notamment en appuyant la mission du CSMO-ÉSAC par des portraits des travailleurs-euses du secteur, des événements carrières, de la formation des conseillers en orientation et des services en employabilité (formation Outillé pour mieux conseiller! du CSMO-ÉSAC), et de concert avec les instances dédiées aux clientèles sous-représentées sur le marché du travail



RECOMMANDATION 6 :	Soutenir l'accès des moins de 35 ans aux postes de gestionnaires, partout au Québec, par de l'information sur les possibilités de carrières auprès des jeunes, l'élaboration d'un parcours de formation continue, selon les compétences en demande, notamment les "compétences du futur" et celles reliées à la gouvernance démocratique et à la gestion des entreprises collectives.
RECOMMANDATION 7 :	Être proactif dans les offres de stages des collèges et des universités dans les entreprises d'économie sociale (faire connaître les possibilités) et soutenir les jeunes et les gestionnaires (onboarding).
RECOMMANDATION 8 :	Soutenir les jeunes qui souhaitent créer des entreprises dans le domaine des arts et de la culture et soutenir l'accompagnement pour favoriser de nouveaux modèles d'affaires collectifs et leurs spécificités dans ce secteur.

## **AXE 1 – SANTÉ**

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière de santé pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

Sans commentaire.

## AXE 2 – ÉDUCATION

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière d'éducation pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

Pour une formation scolaire de base qui ouvre la voie à l'entrepreneuriat collectif

Nous partageons la réflexion du SAJ qui identifie que c'est par l'éducation qu'on apprend son histoire, ses valeurs et sa culture et qu'on acquiert les compétences nécessaires non seulement pour occuper un emploi qui répond à ses aspirations, mais également pour relever les défis environnementaux, technologiques et socioéconomiques de nos communautés et de notre société.

Malheureusement, la très grande majorité des élèves québécois terminent leur parcours scolaire sans avoir entendu parler de la réalité et les spécificités de l'économie sociale. Or, la connaissance de l'économie sociale et la prise en compte des points de vue de ses acteurs permettraient non seulement d'offrir aux jeunes une perspective économique plus complète et plus conforme à la réalité du Québec et d'ailleurs, mais leur ferait prendre également conscience qu'ils peuvent avoir un regard critique sur les modes de développement et qu'ils peuvent eux-mêmes prendre part à la mise en place d'alternatives.

Ainsi, l'élève devrait être appelé à considérer différentes façons d'envisager l'entrepreneuriat, non seulement à partir des possibilités actuellement présentées (en tant que travailleur autonome, entrepreneur ou intrapreneur), mais aussi en tant que promoteur ou membre d'un projet d'entreprise collective. Les entrepreneurs collectifs ont un profil particulier et sont animés par des valeurs et des façons de faire qui leur sont propres et que le système éducatif devrait reconnaître. Si toutes les formes d'entrepreneuriat ne sont pas enseignées, non seulement l'élève ne sera pas en mesure de se situer au regard de l'entrepreneuriat, mais il risque de conserver certains préjugés et il lui sera difficile d'élargir sa vision lorsqu'il voudra mettre en place un projet entrepreneurial ou fera affaire, dans son parcours professionnel, avec des partenaires ou clients d'entreprises collectives.

L'intégration de ces notions devrait être réalisée dans les cours et programmes tels que :

Cours "Monde contemporain" et "Sensibilisation à l'entrepreneuriat" en 4e et 5e secondaire  
Programmes d'études professionnelles - DEP (au sein des cours spécifiques intégrant les notions d'entrepreneuriat)  
Programmes d'études collégiales techniques (au sein des cours spécifiques intégrant les notions d'entrepreneuriat) et général  
Programmes d'études universitaires.

### Recommandation

En concertation avec les ministères impliqués, soutenir l'intégration de notions en économie sociale dans le cursus scolaire des jeunes dès le secondaire, et ce, jusqu'à l'université, en soutenant le développement de contenu spécifique.

### **AXE 3 – CITOYENNETÉ**

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière de citoyenneté pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

Pour développer une citoyenneté active et plurielle, il importe d'encourager les expériences permettant aux jeunes de s'engager dans leurs communautés et à intervenir dans des instances décisionnelles. Puisque les entreprises d'économie sociale assurent à la fois la participation démocratique de leurs membres et l'ancrage du projet dans la communauté, il apparaît judicieux de promouvoir l'engagement citoyen des jeunes dans ce type d'instance et d'accompagner ceux qui souhaitent développer des projets concrets leur permettant de jouer un rôle actif dans la société. En s'engageant dans cette voie, les jeunes participent à un véritable processus d'empowerment tout en engendrant des bénéfices pour leurs communautés.

Par ailleurs, à titre de promoteurs, de membres, de travailleurs ou d'administrateurs, le développement et la gestion démocratique d'une entreprise collective constituent un engagement concret d'un individu envers sa communauté et un acquis indéniable pour la communauté qui en bénéficie. La participation à l'organisation d'activités économiques sur une base démocratique et à la définition d'un modèle de développement économique inclusif nous semble autant d'éléments à encourager pour développer une citoyenneté active.

Pour ce faire, les jeunes doivent avoir accès à des outils adaptés pour assurer une bonne compréhension de l'économie sociale et l'application des principes de gouvernance démocratique qui la caractérisent. Ces outils doivent présenter les éléments propres à ce mode de gestion, les potentiels à explorer, les bonnes pratiques, etc.

#### **Recommandation**

Outiller les jeunes dans l'acquisition de connaissances et de pratiques en gouvernance démocratique d'entreprises collectives.



## AXE 4 – EMPLOI

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière d'emploi pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

Le marché du travail québécois connaît depuis quelques années une profonde transformation, notamment sous l'impulsion du développement des technologies numériques, du déclin démographique et la réorganisation territoriale de la production dans de nombreux secteurs. Les pénuries de main-d'oeuvre appréhendées il y a quelques années sont maintenant la réalité de nombreuses entreprises. Au-delà de la recherche de "talents", l'entreprise doit aujourd'hui plus que jamais prendre en compte les aspirations des jeunes travailleurs et travailleuses. L'économie sociale n'échappe pas à cette transformation. Dans un marché du travail aussi compétitif, les entreprises collectives doivent se positionner et être mieux connues.

Plus de 200 000 travailleurs et travailleuses œuvrent au sein des entreprises d'économie sociale au Québec (8 402 entreprises d'économie sociale sous forme OBNL et 2 755 coopératives) (ISQ, 2019). L'âge moyen des ressources humaines du secteur est de 32 ans (hors postes de direction) et on compte en moyenne 8 employés de 35 ans et moins dans les entreprises.

Par ailleurs, selon les données recueillies par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) dans son enquête nationale de main-d'œuvre Les Repères (2018), la vague la plus importante de départs de ressources humaines se situera en 2019-2020 et plus du tiers (40 %) des gestionnaires d'entreprises d'économie sociale sont préoccupés par la question de la relève. Plus de la moitié (57%) ont des également des difficultés de recrutement.

Les employés-es de l'économie sociale .... au cœur de la Stratégie d'action jeunesse

Les jeunes issus des générations Y et Z accordent de l'importance à leur qualité de vie tout en souhaitant acquérir rapidement des responsabilités. Selon un sondage Léger réalisé pour le Chantier de l'économie sociale (été 2019), il est important pour les jeunes d'évoluer dans une organisation qui améliore la société pour la rendre meilleure (87 %), qui leur donne beaucoup d'autonomie dans le choix de leurs tâches (86 %), qui vise la viabilité de l'organisation plutôt que le profit à court terme (83 %), qui leur permet d'exercer leur créativité (83 %), qui vise d'abord et avant tout à répondre aux besoins de ses membres ou de la communauté (82 %), qui améliore l'environnement et l'écologie (81 %), et qui réinvestit ses profits dans son développement, sa pérennité ou dans la collectivité (79 %). Dans des proportions moindres, les jeunes interrogés dans le cadre de ce sondage tiennent également à ce que l'organisation pour laquelle ils travaillent aient des principes de gouvernance démocratique où chaque personne peut voter (72 %). L'autonomie dans le choix des tâches et l'exercice de la créativité tiennent davantage à cœur aux aspirants entrepreneurs (respectivement 93% et 90%). Plus généralement, presque tous les jeunes interrogés (91 %) accordent de l'importance à avoir du plaisir et à faire des choses qu'ils aiment. Ils sont également d'accord pour dire :

Qu'il est important pour eux de prévenir la pollution;

De protéger l'environnement et de respecter la planète;

Que l'équité entre les personnes, prendre soin des autres et des plus démunis et vivre dans un monde sans conflit sont des valeurs importantes pour eux

Qu'il est important d'avoir de l'argent, de travailler fort et d'être ambitieux dans la vie

Que l'entrepreneuriat est un excellent choix de carrière

Sans aucun doute, les organisations de l'économie sociale constituent donc des milieux de travail de choix pour ces jeunes travailleurs-euses. En effet, l'économie sociale offre des milieux de travail qui peuvent justement répondre aux aspirations professionnelles de cette jeune génération du 21<sup>e</sup> siècle : conciliation travail-famille (dans 36% des organismes), haut niveau de responsabilité (dans 95% des entreprises), d'autonomie (93%) et de diversification des tâches (85%). Des éléments non négligeables quand on parle d'attraction de la main-d'œuvre jeune ! Fait intéressant : ces jeunes (moins de 35 ans) semblent effectivement vouloir faire le saut. Ils représentent en effet 25% de la main-d'oeuvre en économie sociale. Leur présence est aussi marquée sur les conseils d'administration puisqu'ils représentent 37% des administrateurs-trices. Dans le même ordre d'idée, précisons que 35% des organisations comptent des stagiaires dans leur équipe de travail.

En 2019, un sondage Léger mesurant le degré de bonheur au travail des Québécois donnait le plus haut indice du bonheur (75.85) aux OBNL et aux coopératives. Fait peu surprenant si on considère les données précédentes: le secteur d'emploi de l'économie sociale semble tout indiqué pour les jeunes en quête d'autonomie, de sens et de bonheur au travail. Toutefois, globalement, peu de jeunes sont informés sur les possibilités de carrières dans ce secteur. Les sites internet sur l'orientation de carrières ou les sites du gouvernement du Québec comme L'avenir cherche du monde comme toi ne permettent pas aux jeunes de s'orienter dans les possibilités d'emplois en économie sociale. Par ailleurs, de nombreux programmes de formation de niveaux collégial ou universitaire ne comprennent pas d'information sur ces organisations et les emplois qu'on y retrouve.

Toujours selon Les Repères (CSMO-ÉSAC, 2018), un des enjeux principaux auxquels font face les entreprises d'économie sociale est le recrutement des employés (52 % des entreprises). Les postes de gestionnaires sont particulièrement touchés par la rareté de main-d'œuvre, les cadres supérieurs (code CNP 0013, 0014) et directions (code CNP 0111, 0124, 0423, 0513) sont nommés comme en déficit marqué de main-d'œuvre. L'enjeu de la connaissance du secteur d'emploi par les jeunes est donc préoccupant. C'est pourquoi le CSMO-ÉSAC s'engage dans de nombreuses actions d'attraction et de fidélisation de la main-d'œuvre auprès des jeunes (étudiants, jeunes autochtones, femmes, personnes immigrantes et en situation de handicap).

#### RECOMMANDATIONS

Soutenir une meilleure connaissance du secteur d'emploi de l'économie sociale: faire connaître et démystifier les métiers et professions dans le secteur de l'économie sociale, notamment en appuyant la mission du CSMO-ÉSAC par des portraits des travailleurs-euses du secteur, des événements carrières, de la formation des conseillers en orientation et des services en employabilité (formation Outillé pour mieux conseiller! du CSMO-ÉSAC), et de concert avec les instances dédiées aux clientèles sous-représentées sur le marché du travail

Soutenir l'accès des moins de 35 ans aux postes de gestionnaires, partout au Québec, par de l'information sur les possibilités de carrières auprès des jeunes, l'élaboration d'un parcours de formation continue, selon les compétences en demande, notamment les "compétences du futur" et celles reliées à la gouvernance démocratique et à la gestion des entreprises collectives.

Être proactif dans les offres de stages des collèges et des universités dans les entreprises d'économie sociale (faire connaître les possibilités) et soutenir les jeunes et les gestionnaires (onboarding).

## AXE 5 – ENTREPRENEURIAT

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière d'entrepreneuriat pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

« Mieux nous entreprendre et prospérer dans un souci de respect, d'équité et de justice sociale »

Alex Dorval

Membre fondateur, la Coop Le Temps d'une Pinte

Alors que les jeunes veulent évoluer dans une entreprise qui correspond à leurs valeurs, avoir un mot à dire sur sa gestion, s'impliquer dans leur milieu, sans oublier un contexte de mutation des services de proximité et de dévitalisation territoriale, il apparaît particulièrement stratégique de soutenir les efforts de création d'entreprises collective ou, le cas échéant, de reprise d'entreprises sous forme collective. Encore une fois, il importe ici de réitérer que de développer une culture entrepreneuriale forte suppose la valorisation de tous les modèles d'entrepreneuriat afin que le plus grand nombre de jeunes s'y sentent interpellés.

Selon le sondage réalisé par la firme Léger, bien que 53 % des jeunes Québécois ont une mauvaise connaissance de l'économie sociale, les entreprises collectives correspondent très étroitement à leurs valeurs professionnelles. Toujours selon ce même sondage, 73 % des répondants considèrent que l'entrepreneuriat est un excellent choix de carrière. Qui plus est, les jeunes qui estiment avoir une bonne connaissance de l'économie sociale sont plus enclins à envisager se lancer en affaires. En effet, parmi ceux qui affirment avoir une bonne connaissance de l'économie sociale, près de la moitié (46 %) considèrent qu'il est probable qu'ils se lancent en affaires. Ce pourcentage chute drastiquement (26 %) chez les jeunes affirmant avoir une mauvaise connaissance de ce modèle entrepreneurial.

En 2018, le Chantier de l'économie sociale a déployé Sismic, un réseau de 19 nouveaux incubateurs d'entreprises collectives destinés aux étudiants de niveau postsecondaire de la province. Soutenu financièrement par le Secrétariat à la jeunesse (SAJ), Sismic est le premier parcours d'idéation et d'incubation d'entreprises collectives offert dans toutes les régions du Québec en collaboration avec les Pôles d'économie sociale. Sismic propose aux porteurs d'une idée de projet à potentiel entrepreneurial ou d'un projet d'entreprise des ateliers formateurs visant à structurer un projet collectif et à acquérir des connaissances propres au développement d'une entreprise collective, en plus de rendre disponibles des mentors expérimentés et des outils complets pour les soutenir dans la mise sur pied d'une équipe entrepreneuriale et dans le démarrage d'un projet.

Après un an d'activités, le déploiement de Sismic confirme déjà l'intérêt des jeunes pour l'entrepreneuriat collectif et leur besoin d'être guider et outiller, afin de leur permettre de créer des entreprises qui, au même titre que les 11 200 entreprises d'économie sociale existantes au Québec, correspondent à leurs ambitions et contribuent à la vitalité économique et sociale de leurs communautés.

En bref, présenter aux jeunes l'entrepreneuriat collectif comme une façon d'entreprendre, c'est:


Développer une culture entrepreneuriale dans laquelle sont présentés des modèles qui interpellent un nombre croissant de jeunes adultes souhaitant avoir un impact dans leur milieu

Permettre de conjuguer l'engagement citoyen et le développement de projets économiques

Favoriser la relève d'entreprise en collectif

Dynamiser les territoires urbains et ruraux et favoriser le maintien ou l'attraction des jeunes en région

Développer les secteurs en émergence tels que la transformation agroalimentaire, le numérique, etc.



Recommandation

Maintenir le réseau Sismic visant l'idéation et l'incubation d'entreprises collective portés par les jeunes.

## AXE 6 – CULTURE

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière de culture pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

Basée sur des principes de collaboration, de développement économique au service d'une mission sociale, sur une vision de la gouvernance autonome et démocratique ainsi que sur l'innovation, l'entrepreneuriat collectif est une forme privilégiée d'organisation dans le milieu de la culture. À l'ère de transformation des modèles de production, de diffusion et de consommation de la culture à l'échelle planétaire et du besoin de favoriser la vitalité culturelle au Québec, l'entrepreneuriat collectif en culture gagnerait à être mieux connu, notamment auprès de la jeunesse.

Le secteur de la culture est en transition et connaît certains défis qui peuvent freiner les jeunes désirant s'impliquer dans cette voie. Soulignons que la condition atypique de la main d'œuvre en culture, un fait reconnu depuis nombre d'années, peut constituer un obstacle pour les personnes qui souhaiteraient s'investir dans ce champ d'activité dans un contexte où multiples autres alternatives s'offrent à eux. Cela est encore plus marqué lorsque l'on parle de la relève, qui doit bénéficier de modèles inspirants et de soutien pour oser s'y lancer. La situation se complexifie davantage dans les contextes des régions du Québec, où ces modèles et ce soutien ne sont pas présents également.

Le secteur de la culture porte également un manque de reconnaissance du secteur comme agent économique d'importance ou encore un déchirement entre l'affirmation du rôle social essentiel joué par les organismes culturels et les artistes et la revendication de la nécessité du soutien à la recherche et à la création.

À toutes fins pratiques, les principes et valeurs de l'économie sociale et solidaire incarnent les éléments positifs d'une transition du milieu culturel vers une économie créative, permettant d'ancrer le rôle de l'art et, par le fait même, des jeunes artistes dans la société, tout en améliorant le soutien des pratiques de recherche et création.

Dans ce contexte, considérant que le secteur connaît des transformations majeures en lien avec l'avènement du numérique, il est essentiel de mettre en place une stratégie spécifique incluant la nouvelle génération pour favoriser son développement économique. Cette stratégie devrait notamment soutenir les initiatives collectives portées par des jeunes, favoriser la création artistique au même titre que la recherche et le développement.

Il nous apparaît donc tout à fait pertinent, voire essentiel, qu'en plus d'œuvrer à la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat en général, nous devrions les ouvrir à l'entrepreneuriat artistique et culturel en particulier. En ce sens, il est essentiel aussi d'outiller les jeunes dans leurs projets d'entrepreneuriat, de leur faire connaître le modèle de l'économie sociale et les opportunités qui s'y rattachent, comme un véhicule pour atteindre leurs objectifs.

### Recommandation

Soutenir les jeunes qui souhaitent créer des entreprises dans le domaine des arts et de la culture et soutenir l'accompagnement pour favoriser de nouveaux modèles d'affaires collectifs et leurs spécificités dans ce secteur.

## AXE 7 – ENVIRONNEMENT

Quels sont les défis prioritaires du Québec en matière d'environnement pour les jeunes?  
Quelles sont les actions à privilégier auprès des jeunes pour relever ces défis?

Soulignons-le encore une fois : les jeunes sont très nombreux à être animés par les valeurs de solidarité et de démocratie qui caractérisent l'économie sociale et ils se mobilisent massivement pour en appeler au changement. À bien des égards, ces changements se déclinent sous l'angle environnemental et se traduisent dans l'appel à une transition écologique juste. Plus largement, c'est un changement de logique économique qui est réclamé par nombre de jeunes.

Sismic a permis d'identifier clairement l'intérêt de créer des occasions d'animation et de facilitation pour les jeunes qui n'ont pas toujours un profil entrepreneurial ou ne valorisent pas le modèle entrepreneurial traditionnel, mais qui souhaitent néanmoins changer les choses socialement. Avant même d'amorcer formellement une démarche entrepreneuriale, des activités d'échanges sont souvent nécessaires pour imaginer et coconstruire des solutions qui émergent de leurs propres besoins ou de leur désir de changement, voire de leur indignation. La vaste majorité des idées/solutions amenées lors d'activités Sismic étaient en lien avec les changements climatiques et la transition vers un développement plus durable.

Actuellement, ce besoin de rencontre, de facilitation pour cocréer est non comblé dans les régions du Québec pour la clientèle jeunesse, notamment pour les clientèles qui ne sont pas interpellées à prime abord par l'entrepreneuriat. Cette phase d'animation et de mobilisation est une étape très précieuse pour faciliter l'émergence de projets collectifs. Bon nombre de partenaires jeunesse et d'institutions d'enseignement ont confirmé ce besoin dans leur région et ont particulièrement apprécié les activités Révélateur offertes en amont du parcours Sismic par les Pôles d'économie sociale.

Inspiré de l'approche de la pensée design et des laboratoires d'innovation sociale, l'activité Révélateur permet la mobilisation des jeunes et l'émergence par ceux-ci de solutions collectives aux besoins et enjeux de leur milieu. Ceci peut se traduire par un parcours d'accompagnement à l'émergence, des activités de cocréation et d'innovation ouverte.

### Recommandation

Soutenir concrètement la prise en charge et l'engagement des jeunes, particulièrement face aux enjeux environnementaux, en leur offrant d'avantages d'occasions de mobilisation et de facilitation dans le but qu'ils coconstruisent des solutions correspondant à leurs besoins et aspirations.

## AUTRES COMMENTAIRES

L'indignation des jeunes face à de nombreux problèmes s'est exprimée de manière forte en 2019, notamment quant aux défis environnementaux qui les attendent. À bien des égards, leurs revendications en appellent à la transformation du modèle de développement qui nous a mené à la situation actuelle marquée par des crises multiples (l'accroissement des inégalités ou la détérioration de l'environnement, par exemple). Animée par des valeurs d'équité, de solidarité et de démocratie, la jeunesse québécoise souhaite "faire autrement". Il n'est donc pas étonnant que les jeunes soient de plus en plus nombreux à découvrir que l'économie sociale leur offre une voie pour ce faire où l'entrepreneuriat, le travail et, plus largement, la participation citoyenne autour d'enjeux communs reposent sur des démarches collectives et démocratiques.

À titre de référence, selon l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale,  
« On entend par « économie sociale », l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément aux principes suivants :

l'entreprise a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité ;

l'entreprise n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1);

les règles applicables à l'entreprise prévoient une gouvernance démocratique par les membres ;  
l'entreprise aspire à une viabilité économique ;

les règles applicables à l'entreprise interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise ;

les règles applicables à la personne morale qui exploite l'entreprise prévoient qu'en cas de dissolution, le reliquat de ses biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables. Pour l'application du premier alinéa, la finalité sociale est celle qui n'est pas centrée sur le profit pécuniaire mais sur le service aux membres ou à la collectivité et elle s'apprécie notamment en fonction de la contribution de l'entreprise à l'amélioration du bien-être de ses membres ou de la collectivité et à la création d'emplois durables et de qualité.

Est une entreprise d'économie sociale, une entreprise dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui est exploitée, conformément aux principes énoncés au premier alinéa, par une coopérative, une mutuelle ou une association dotée de la personnalité juridique. » (2013, c. 22, a. 3.)

Source : [legisquebec.gouv.qc.ca](http://legisquebec.gouv.qc.ca)

Encourager les jeunes à s'engager socialement par la voie de l'entrepreneuriat nécessite toutefois qu'ils soient sensibilisés à tous les modèles afin qu'une diversité de profils se sentent interpellés. Or, à l'heure actuelle et en dépit d'une concordance élevée entre le modèle de l'entrepreneuriat collectif et les aspirations entrepreneuriales et professionnelles des jeunes Québécois de 18 à 34 ans, la connaissance de l'économie sociale reste limitée et les occasions d'en apprendre à ce sujet sont toujours insuffisantes.

Déjà, le déploiement de SISMIC - premier réseau d'incubateurs d'entreprises collectives pour les jeunes de 18 à 29 ans fréquentant les institutions d'enseignement supérieur et offert grâce à la contribution du Secrétariat à la jeunesse - affiche des premiers résultats fort positifs qui témoignent à la fois de l'intérêt des jeunes pour l'économie sociale et de leurs besoins de formation, de soutien et d'accompagnement pour appuyer leurs démarches entrepreneuriales. Jusqu'ici, les activités réalisées dans le cadre de Sismic ont permis de combler en partie certains besoins des milieux dont l'accessibilité à de l'information sur l'économie sociale et à de l'accompagnement pour la structuration de projets collectifs. Toutefois, des besoins persistent pour soutenir les jeunes désireux d'inscrire leur projet dans une vision de développement territorial. D'ailleurs, plusieurs partenaires de Sismic soulignent déjà la pertinence de renforcer l'émergence de projets collectifs par des activités d'animation permettant de lier les aspirations des jeunes aux enjeux de leur région.

L'économie sociale offre à la jeunesse une voie de développement correspondant autant à leurs valeurs qu'à leurs aspirations. Pour ceux qui font ce choix, c'est l'occasion de prendre collectivement en charge la réponse aux enjeux qui les préoccupent dans une forme d'organisation démocratique. Malheureusement, faute d'information ou de services, nombreux sont ceux qui partagent ces aspirations sans pour autant connaître l'option de l'entrepreneuriat collectif. Pourtant, considérant son importance stratégique au Québec (plus de 200 000 emplois et près de 50 milliards de dollars de chiffres d'affaires) et la correspondance élevée avec les aspirations des jeunes, l'économie sociale représente un potentiel stratégique qui ne doit pas être passé sous silence. Le présent mémoire vise essentiellement à réitérer l'importance cruciale de soutenir le développement de l'entrepreneuriat collectif jeunesse à toutes les étapes de la démarche entrepreneuriale, voire de l'engagement citoyen, allant de l'identification des besoins des communautés jusqu'à la création d'une entreprise collective portée par des jeunes.

Note: Ce mémoire a été réalisé en collaboration avec les Pôles d'économie sociale et l'Aile jeunesse du Chantier de l'économie sociale.